

Plaquette des comptes sociaux 2024



BILAN AU 31 DECEMBRE 2024



Bilan au 31 décembre 2024

ACTIF	31/12/2024 12 mois			31/12/2023 12 mois
	BRUT	AMORT PROV	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Logiciels et Dépôt de marque	667 369	618 691	48 678	12 109
Autres immobilisations incorporelles	36 600	28 467	8 133	20 333
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Construction	2 780 118	1 718 502	1 061 617	1 092 331
Installations techniques, matériels et outillages industriels	825 170	332 018	493 152	559 124
Autres immobilisations corporelles	222 337	135 731	86 606	98 416
Immobilisations corporelles en cours	18 000	0	18 000	22 440
Avances et acomptes	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	457	0	457	457
Prêts	62 107	0	62 107	64 184
Autres (Cautionnement, apport avec droits de reprise)	534 209	0	534 209	361 523
TOTAL 1	5 146 367	2 833 408	2 312 959	2 230 917
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Marchandises				
Avances et acomptes fournisseurs	6 053	0	6 053	24 432
Créances				
Usagers et comptes rattachés	361 507	245 606	115 901	264 135
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances, sub. à recevoir	529 770	0	529 770	1 270 624
Divers				
Valeurs mobilières de placement		0	0	0
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 562 052	0	1 562 052	934 780
Charges constatées d'avance	143 839	0	143 839	148 447
TOTAL 2	2 603 221	245 606	2 357 615	2 642 418
TOTAL GENERAL	7 749 588	3 079 014	4 670 574	4 873 335

Bilan au 31 décembre 2024

PASSIF		31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Autres Fonds propres statutaires sans droit de reprise		1 614 705	1 429 719
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité		235 637	285 632
Autres réserves			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice		155 777	134 991
SITUATION NETTE		2 006 119	1 850 342
Fonds propres consommables			
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL 1		2 006 119	1 850 342
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		290 391	282 791
TOTAL 2		290 391	282 791
PROVISIONS			
Provision pour risques			
Provision pour charges		115 814	114 932
TOTAL 3		115 814	114 932
DETTES			
Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		917 774	1 027 592
Avances et acomptes reçus		238	2 482
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		123 327	50 371
Dettes des legs et donations			
Dettes fiscales et sociales		495 369	401 008
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		189 361	313 955
Instruments de trésorerie		310	518
Produits constatés d'avance		531 872	829 345
TOTAL 4		2 258 251	2 625 269
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		4 670 574	4 873 334

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

COMPTE DE RESULTAT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

COMPTE DE RESULTAT	REALISE 2024	REALISE 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 285 403	1 192 991
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	56 540	68 486
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>Ventes de prestations de services</i>	502 614	485 596
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 399 098	1 325 163
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>	0	0
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>	11 284	4 057
<i>Mécénats</i>	0	0
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Contributions financières reçues</i>	891 189	1 251 606
<i>Reversements divers</i>		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22 411	276 153
Utilisations des fonds dédiés	27 000	19 000
Autres produits	94 925	32 449
TOTAL 1	4 290 465	4 655 501
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	58 792	118 633
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	1 046 927	1 374 531
Achats et prestations de services		
Services extérieurs		
Aides financières versées par l'entité	520 122	501 408
Impôts, taxes et versements assimilés	161 524	175 880
Salaires et traitements	1 394 238	1 437 064
Charges sociales	578 232	690 462
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	333 210	183 570
Dotations aux provisions	882	0
Reports en fonds dédiés	34 600	27 000
Autres charges	24 070	19 400
TOTAL 2	4 152 597	4 527 948
Résultat d'exploitation	137 868	127 553
PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS		
Produits de participation	0	0
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	41 299	20 778
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Autres charges financières	12 751	14 165
TOTAL 3	28 548	6 613
Résultat financier	28 548	6 613
Résultat courant avant impôts	166 416	134 166
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0	23 770
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	0
TOTAL 4	0	23 770
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	19 732
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
TOTAL 5	0	19 732
Résultat exceptionnel	0	4 038
Participation des salariés aux résultats	0	0
Impôt sur les sociétés	10 639	3 213
TOTAL DES PRODUITS	4 331 763	4 700 050
TOTAL DES CHARGES	4 175 987	4 565 059
EXCEDENT / DEFICIT	155 777	134 991
CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	34 900
Prestations de services en nature	0	0
Bénévolat	258 903	204 038
TOTAL	258 903	238 938
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	34 900
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	258 903	204 038
TOTAL	258 903	238 938

Annexe 2024

80^{ème}
anniversaire

The logo for 'Familes rurales' is located in the bottom right corner. It consists of a blue circle containing a white stylized graphic of a person with arms raised, above the text 'Familes rurales' in white. Below this, a white rectangular box contains the slogan 'Vivre mieux !' in blue.

**Familes
rurales**
Vivre mieux !

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES	3
1.1 Objet social, activités et moyens mis en œuvre	3
1.2 Les principaux faits marquants de l'exercice	5
1.3 Événements postérieurs à la clôture	6
2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION	7
2.1 Généralités	7
2.2 Changements de méthode comptable et de présentation	7
2.3 Amortissements et immobilisations	8
2.4 Stocks et travaux en cours	9
2.5 Usagers et comptes rattachés	9
2.6 Autres créances	9
2.7 Valeurs mobilières de placement	10
2.8 Fait générateur pour l'enregistrement des produits	10
2.9 Fonds propres et réserves	10
2.10 Fonds dédiés et produits constatés d'avance	11
2.11 Emprunts	11
2.12 Allocation de départ en retraite	11
3. NOTES SUR LE BILAN	13
DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF	13
3.1 Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé	13
3.2 Tableau de variation des amortissements	14
3.3 Tableau des dépréciations	14
3.4 Usagers et comptes rattachés	15
3.5 Autres créances	16
3.6 Disponibilités	17
3.7 Charges constatées d'avance	18
DETAIL DES COMPTES DU PASSIF	19
3.8 Fonds propres	19
3.9 Fonds dédiés	20
3.10 Emprunts	21
3.11 Dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales et charges à payer	21
3.12 Produits constatés d'avance	23
4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	24
4.1 Ressources et résultat d'exploitation	24
4.2 Charges et résultat d'exploitation	24
4.3 Ressources dédiées à un projet défini, non totalement utilisées et transférées à un autre projet	25
4.4 Impôt sur les sociétés	25
4.5 Informations relatives aux contributions volontaires en nature	25
5. AUTRES INFORMATIONS	27
5.1 Effectif au 31 décembre 2024	27
5.2 Engagements hors bilan donnés	27
5.3 Engagements hors bilan reçus	27
5.4 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature	27
5.5 Honoraires des commissaires aux comptes	27

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1 Objet social, activités et moyens mis en œuvre

1.1.1- Objet social

Familles Rurales est une association nationale loi 1901 reconnue d'utilité publique qui agit en faveur des familles sur tout le territoire, en milieu rural et périurbain.

Avec 127 000 familles adhérentes, 1 700 associations locales, 75 fédérations départementales et régionales (métropole et outre-mer), 25 000 bénévoles et 13 000 salariés, présente dans près de 10 000 communes c'est le premier Mouvement familial associatif de France, mais aussi un acteur incontournable de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire. Familles Rurales, à travers la fédération nationale est habilitée par différents ministères et est agréée association de défense des consommateurs.

Pluraliste, indépendante et laïque, le Mouvement porte un projet humaniste et social fondé sur la famille, les territoires et la vie associative.

1.1.2- Activités

La mission de la fédération nationale peut s'illustrer au travers des grandes missions d'une tête de réseau définies par le Mouvement Associatif :

1. La mise en réseau et l'animation

Le réseau Familles Rurales intervient sur 9 grands domaines d'action : petite enfance, enfance, éducation/prévention, jeunesse, seniors, consommation/vie pratique, loisirs et culture, entraide et convivialité, formation. Se rajoutent les dimensions animation du territoire et vie associative. Tout au long de l'année, en fonction des projets déposés au travers des conventions avec les pouvoirs publics ou suite à une identification de besoin, la fédération nationale anime les membres de son réseau fédéral et associatif sur ces différents domaines d'action autour de réunions, groupes de travail. L'animation du réseau permet de mutualiser les compétences, partager les retours d'expériences pour structurer le mouvement.

2. L'ingénierie

Dans le prolongement du premier point, la fédération nationale assure aussi une mission de fonction support (négociation de branche, ressources humaines, réponse à des marchés publics ou délégations de service public, accompagnement informatique, financier, etc...) mais aussi de recherches d'activités ou de dispositifs porteurs et structurant pour le réseau. Les équipes de la fédération nationale apportent un appui opérationnel aux membres du réseau pour se professionnaliser et pour se positionner sur les thématiques autour de la ruralité de demain.

3. Le pilotage de projet

Comme énoncé ci-avant, la fédération nationale recherche des dispositifs pour le réseau mais est aussi en capacité de porter des projets structurants ou de développement. Dans la suite du congrès de Metz 2023 sur les transitions, la fédération nationale poursuit l'effort d'amélioration de la connaissance du poids du réseau sur la partie activité et oriente pour les années à venir ses actions autour de 3 axes structurants :

- Transformation numérique
- Alimentation durable
- Mobilité solidaire

Ces projets sont portés par des salariés de la fédération nationale en lien avec les fédérations et associations du réseau.

4. L'accompagnement personnalisé

Le développement et la diversité des projets couplés à la nécessité de professionnalisation des activités et des outils met la fédération nationale dans une phase de forte sollicitation des fédérations pour les aider ou parfois suppléer à des fragilités de

terrain. Ces accompagnements sont ponctuels ou peuvent se prolonger sur plusieurs mois voire années, le temps de résoudre la difficulté identifiée. Ces accompagnements sont réalisés par les salariés et des bénévoles.

5. La fonction opérateur

Cette fonction traduit le rôle d'une tête de réseau portant la charge de gestion et l'exploitation de structures différentes. L'activité formation au travers « Familles Rurales Académie », initié en 2021, a assis son positionnement en s'appuyant comme les autres organismes de formations du réseau sur la mutualisation des moyens portés par, le groupement d'associations « Coop&Form ». Le fonds de dotation « Rural Mouv » créé en 2019 a financé les projets autour de la mobilité solidaire et de la Jeunesse.

6. Le plaidoyer

Au travers de ses représentations, de ses actions de lobbying, d'alerte, de sensibilisation, la fédération nationale défend l'intérêt des familles, des territoires ruraux et de la vie associative auprès des pouvoirs publics et des acteurs économiques. Familles Rurales promeut ainsi la participation des familles aux évolutions de la société, la prise en compte des spécificités du milieu rural et la défense des acteurs associatifs.

Familles Rurales remplit également un rôle d'information et de prévention des familles et leur fournit des conseils pratiques sur les principaux sujets qui font leur quotidien afin qu'elles agissent en citoyens avertis (santé, prévention, éducation, consommation, vie associative, etc.).

Pour mener à bien ces missions la fédération nationale et, à travers elle le réseau, a reconduit sur 2024 les demandes de renouvellement d'agrément et d'habilitation dont certaines sont en cours, pour agir dans de nombreux domaines :

- La défense des consommateurs – Agrément national et reconnaissance spécifique
- La représentation des usagers de la santé – Agrément national
- La Jeunesse et l'éducation populaire – Agrément national
- Le Bafa/Bafd – Habilitation nationale
- La formation – Certification Qualiopi
- Association complémentaire de l'enseignement public – Agrément national
- Service civique – Agrément national

1.1.3- Moyens mis en œuvre

➤ Moyens financiers

La fédération nationale mobilise trois principaux types de moyens financiers pour mettre en œuvre ces projets :

- Les cotisations
- Les subventions qui relèvent d'organismes publics
- Les contributions financières passées avec des organismes privés

Avec le développement de son activité Formation, la fédération nationale développe des produits issus de la vente de prestations.

➤ Moyens humains

La fédération nationale est composée de 24 salariés ETP à fin décembre répartis en 6 services

- Direction générale
- Service Développement et vie Associative
- Service Juridique et Consommation
- Service Communication et Développement Durable
- Service Dialogue social de Branche, RH
- Service administratif, financier, informatique

Les personnels de ces services sont mobilisés souvent de façon transversale sur les différents projets conduits par la fédération nationale

➤ Partenariats

Trois catégories de partenaires sont identifiables dans la conduite des projets :

- Les partenaires publics
- Les partenaires associatifs/ mutualistes / coopératifs
- Les partenaires privés

1.2 Les principaux faits marquants de l'exercice

Durant l'année 2024, qui a célébré les 80 ans de la création de la Confédération nationale de la Familles Rurales, le Mouvement a été marqué par des événements contrastés porteurs d'espoirs ou d'inquiétudes :

- Une instabilité politique nationale, avec plusieurs changements de gouvernement, la dissolution de l'Assemblée nationale, les élections législatives anticipées et la censure du gouvernement.
- Un contexte international marqué par les conflits, la progression du vote populiste, les changements politiques qui créent de nouvelles zones d'incertitudes
- Des catastrophes climatiques majeures, le cyclone dévastateur à Mayotte, des sécheresses inédites, des inondations et des incendies dans de nombreux points du globe
- Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris qui ont insufflé une vague d'émotions et de bienveillance.

L'année a été également marquée par :

- la publication en août de l'arrêté d'extension de l'accord de fusion de Branche avec ECLAT qui ouvre une période d'harmonisation des cadres conventionnels fusionnés pour une durée de 5 ans.
- L'organisation et la réussite du Live Magazine « Alchimies », événement festif autour des 80 ans, unanimement salué par les partenaires et par le réseau.

Sur le plan institutionnel, l'assemblée générale 2024 électorale, a salué le départ de quatre administrateurs, dont trois avaient atteint le terme maximum du mandat de 18 ans. Six nouveaux administrateurs ont intégré le conseil d'administration (CA). Le Conseil national Jeunes (CNJ) a aussi renouvelé les 2 membres cooptés participants au CA.

Un nouveau bureau a été mis en place avec un renouvellement partiel de ses membres, la présidente, Guylaine Brohan a été réélue pour un mandat de 2 ans.

Pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivés et la compréhension des enjeux nationaux, les administrateurs nationaux, les jeunes du Conseil national Jeunesse et les salariés de la fédération nationale se sont réunis à Malbuisson dans le Doubs au mois de mai pour un séminaire de travail. En plus des réunions régulières, les administrateurs nationaux avaient la mission de participer cette année à un maximum d'assemblées générales fédérales. Présents dans 42 AG, les administrateurs ont pu renforcer leur connaissance du réseau et des réalités de terrain. Cette dynamique se poursuivra en 2025 avec pour priorité la participation aux AG des fédérations non visitées en 2024.

La structuration du réseau s'est poursuivie avec une clarification de la situation en Guyane qui a permis la participation de ses représentants aux manifestations de fin d'année, avec le rattachement de quatre dernières associations isolées de Loire Atlantique avec la Fédération de Vendée. A l'inverse, la fédération du Lot n'a pas communiqué de données pour adhérer et la fédération de Haute Vienne a engagé une procédure en cessation de paiement et de liquidation en fin d'année.

Sur le plan statutaire, dans le prolongement des premières réunions de 2023, le groupe réforme des statuts a finalisé la réécriture des dispositions statutaires pour les associations en vue d'un vote à l'AG 2025. Le travail de réflexion est engagé l'évolution des statuts des fédérations départementales et des fédérations régionales.

Le groupe de suivi de la réforme de l'adhésion s'est réuni en début d'année pour présenter l'état d'avancement de la réforme lors de l'AG. Enfin, l'application de suivi de la vie associative, SAVA, a évolué en fin d'année pour prendre en compte les organismes associés, en phase d'expérimentation suite à la mise en œuvre de la réforme.

En termes de relations institutionnelles, Familles Rurales a été force de proposition à la fois à l'occasion des élections européennes, puis des élections législatives avec la production de deux

livrets programmatiques. La fédération nationale a interpellé l'ensemble des présidents de groupe du Parlement pour faire valoir ce plaidoyer qui alerte une nouvelle fois sur le besoin de mesures concrètes pour les familles des territoires ruraux.

Dans le domaine des activités, en plus de ces engagements habituels, la fédération a mis en œuvre des projets ponctuels en 2024, dont certains se prolongeront en 2025 :

- Le projet JO-JOP pour informer et défendre les consommateurs pendant l'année olympique
- Le projet nouvelles mobilités solidaires et durables en milieu rural
- Le projet « PAC-MAN », pour sensibiliser les enfants des accueils de loisirs aux bienfaits d'une alimentation saine et durable
- Le projet transformation numérique, pour accompagner le Mouvement dans son développement et sa maturité numérique
- Le projet solidarité Mayotte, pour conduire une mission d'appui et d'accompagnement de la Fédération de Mayotte et de ses associations dans l'ouverture en urgence de structures périscolaires.

Dans le champ de la consommation, plusieurs actions en justice engagées antérieurement à 2024, Belambra Club, Lidl, Free mobile, ont abouti cette année et ouvre pour certaines des possibilités de prolongement en 2025.

La structuration de l'activité formation a porté ses fruits avec un net essor des actions tant pour le réseau, qu'à l'externe autour des thématiques tiers lieux et aidants connect. Un travail sur une meilleure communication de l'offre et la création d'une application pour faciliter l'inscription en ligne devraient contribuer à la poursuite du développement.

Pour poursuivre l'outillage du réseau en dispositifs d'accompagnement financier, la fédération nationale a conforté en 2024 sa participation au fonds de garantie SOGAMA en supplantant une fédération sortante.

Par ailleurs l'évolution de la législation sur les prêts entre associations a conduit le Conseil d'Administration à engager une réflexion sur un nouvel outil pour pallier aux tensions de trésorerie que rencontrent de plus en plus de fédérations sans trouver de solution auprès des banques même si cette tension est parfois sur une courte durée.

L'équipe de la Fédération nationale, en charge du pilotage de ces projets a connu plusieurs évolutions en cours d'année avec des départs volontaires et des remplacements au premier semestre, mais aussi des arrêts de travail sans remplacement dont certains se sont prolongés. Plusieurs postes sont restés non pourvus entraînant un fonctionnement en sous-effectif sur l'exercice.

En terme d'investissement, l'année a connu des reports ou des retards de projets. Les investissements concernent principalement la mise en production de la première phase de migration du système de back office de l'infrastructure informatique et la mise en production du volet organismes associés dans l'application SAVA.

Un travail a été engagé avec HelloAsso pour fournir dans le cadre d'un partenariat une solution de paiement en ligne fiable et d'usage simplifié pour les membres du réseau.

La fin de l'année 2024 a été marquée par une célébration originale et très réussie des 80 ans du Mouvement réunissant les partenaires et les fédérations qui ont pu vivre le Live Magazine « Alchimies », donnant à vivre des tableaux (audio, visio, et oraux) présentant des réalités d'aujourd'hui en résonnance avec les valeurs et positions de Familles Rurales depuis toujours.

1.3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement important, pouvant avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés, n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de l'établissement de l'annexe aux comptes sociaux.

2. PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.1 Généralités

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03 ayant valeur de plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23/11/2015 et du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des tableaux est présenté en euros sauf mention contraire.

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a adopté le 4 novembre 2022 le projet de règlement n°2022-06 modifiant le plan comptable général en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes, il vient modifier le règlement ANC n°2014-03. Le règlement définitif a été homologué par arrêté du 26 décembre 2023.

Ce règlement précise notamment les modalités de première application du texte et de la date d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} janvier 2025. Une application anticipée était possible au titre de l'exercice clos en 2024. C'est le choix retenu par la fédération nationale.

Des changements sont donc introduits dans les méthodes de présentation et d'évaluation des comptes annuels au titre de l'exercice 2024

2.2 Changements de méthode comptable et de présentation

Le Collège de l'Autorité des normes comptables (ANC) a décidé de revoir

- la comptabilisation du résultat exceptionnel à compter du 1er janvier 2025 avec possibilité de l'intégrer dès 2024 (projet de règlement du 1er février 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014); c'est le choix retenu par la fédération nationale.

Désormais, seront uniquement comptabilisés dans le résultat exceptionnel les produits et charges liés à un événement majeur et inhabituel ou des écritures ayant des impacts fiscaux.

- Les opérations auparavant enregistrées en compte 791 doivent désormais être imputées directement aux comptes concernés pour clarifier la nature des charges. Les transferts de charges doivent désormais être imputés directement dans les comptes spécifiques, tels que : Compte 649 : Remboursements de charges de personnel (au crédit). La fédération nationale distingue ainsi 4 comptes
64911000 Remboursement ASP
64912000 Remboursement OPCO
64914000 Remboursement Prévoyance
64915000 Remboursement CPAM

Cet exercice constate donc des changements de méthode avec l'exercice précédent.

2.3 Amortissements et immobilisations

Les immobilisations et dépréciations sont enregistrées conformément à la réglementation CRC 2002-10 et 2004-06.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Méthode de décomposition des immobilisations

A l'occasion des travaux relatifs au siège social, les coûts correspondants ont été ventilés par composant, à savoir :

- Gros œuvre, chauffage, charpente,
- Plâtrerie, électricité, menuiserie, serrurerie
- Etanchéité
- Revêtement des sols
- Peintures
- Agencements, installations

Amortissements des biens non décomposables

La durée d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation.

Amortissements des biens décomposables

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la valeur d'usage prévue.

Le tableau ci-dessous détaille les modes et durées d'amortissements.

Rubrique	Mode	Durée
Construction :		
- Gros œuvre, chauffage, charpente	Linéaire	30 ans
- Étanchéité	Linéaire	15 ans
Installations techniques :		
- Aménagements (plâtrerie, électricité, menuiserie, serrurerie)	Linéaire	15 ans
- Revêtement des sols	Linéaire	10 ans
- Peinture	Linéaire	7 ans
Agencements installations	Linéaire	10 ans / 5 ans
Logiciels	Linéaire	3 ans / 1 an
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Il est à noter que la structure du bâtiment est amortie sur une durée de 30 ans, déduction faite d'une valeur résiduelle de 365 877 euros, correspondant à la valeur estimative du terrain.

Dans les immobilisations financières, en 2024, la fédération nationale a consenti pour la première fois un contrat de prêt avec droit de reprise.

2.4 Stocks et travaux en cours

La fédération nationale ne valorise pas de stock en fin d'année. De ce fait aucune provision pour dépréciation des stocks n'est calculée.

2.5 Usagers et comptes rattachés

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée pour :

- L'ensemble des créances dont l'antériorité est supérieure à une année
- Les créances nées durant l'exercice écoulé relatives à des fédérations rencontrant des difficultés de trésorerie jugées préoccupantes par la fédération nationale.

Les clients de la fédération nationale sont essentiellement constitués par les fédérations départementales et/ou régionales et par les associations du réseau et dans une moindre mesure par des clients hors réseau. L'essentiel de la créance porte sur la cotisation. Pour une plus faible part, la créance est constituée par :

- La facturation de frais d'inscription à des réunions,
- La vente de documentation,
- La facturation de prestations internet, informatique ou de formation.

2.6 Autres créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur enregistrée au bilan.

➤ Subventions à recevoir

Une partie de l'activité de la fédération nationale est financée par des fonds reçus de différentes entités publiques. La date de signature des subventions accordées et les dates de versement des acomptes et soldes octroyés ne sont pas réguliers d'une année sur l'autre et ne surviennent pas nécessairement dans l'année de l'utilisation de la subvention.

Souvent le versement du solde par le financeur est soumis à la présentation d'un rapport d'activité et d'un rapport financier justifiant l'utilisation de ladite subvention, voire à la transmission du procès-verbal de l'AG stipulant l'approbation des comptes de l'année concernée par la subvention.

Ces différents éléments sont transmis à l'organisme public après la clôture des comptes annuels. C'est pourquoi à la clôture de l'exercice, il subsiste un solde de subventions restant à recevoir, dont le versement peut survenir parfois plus de 6 mois après la clôture. Néanmoins et sauf exception, l'échéance des créances est de moins d'un an.

➤ Les autres créances

Le principal poste des autres créances correspond à des fonds à recevoir de la formation, de l'ASP (au regard des salariés en apprentissage) à la fédération nationale, des IJSS, des indemnités prévoyance et du remboursement de l'effort construction, du versement d'une indemnité dans le cadre d'une action en justice.

2.7 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières (VMP) sont constituées de différents instruments financiers de type monétaire ou de titres à capital garanti.

Les instruments sont enregistrés à l'actif pour leur coût d'acquisition et une dépréciation est constituée dès lors que leur valeur de marché à la clôture de l'exercice est inférieure au coût d'acquisition.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence, mais sont comptabilisées au moment de leur réalisation.

En tenant compte des disponibilités en trésorerie 2 comptes à terme de 200 000 euros chacun ont été contractés auprès du Crédit Mutuel début 2023. La durée de placement est de 5 ans. Les intérêts financiers sont comptabilisés chaque année mais seront définitivement acquis lors du déblocage du capital prévu en 2028.

2.8 Fait générateur pour l'enregistrement des produits

Les règles sont fixées comme suit :

- Pour les *conventions de subventionnement*, le fait générateur est la date de notification des dites conventions.

En ce qui concerne les projets s'étalant sur plusieurs exercices, l'application d'un *prorata temporis* est effectuée sur le budget contractuel correspondant et en fonction de l'état d'avancement du projet. Ces règles doivent cependant être nuancées dans leur application eu égard aux éléments suivants :

- Pour certaines conventions (notamment avec des organismes d'État), la date de notification n'est pas représentative de la date du début du projet.
- Certains projets peuvent être décalés dans le temps par dérogation à la convention, à la demande de l'organisme de financement et selon l'avancement du projet.
- Pour l'ensemble des *contributions financières*, le fait générateur est celui de la date de notification de la contribution financière, même si le règlement ne parvient qu'au cours d'un exercice ultérieur.
- Pour les *cotisations aux fédérations départementales et régionales*, le produit est enregistré au moment de l'envoi de la facturation faisant office d'appel à cotisations et imputé sur l'exercice correspondant à la date inscrite sur la facture émise.
- Pour les *dons*, le produit est enregistré au moment du règlement et imputé sur l'exercice correspondant à la date inscrite sur la notification du donateur.

2.9 Fonds propres et réserves

Les fonds propres sont affectés à l'activité de l'association. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs. Ils sont constitués par le cumul des excédents et déficits des exercices antérieurs. Ils sont composés par les fonds associatifs et deux réserves dédiées, l'une au FSDM (Fonds de Solidarité du Développement du Mouvement créé en 2009) et l'autre aux congrès et rassemblements nationaux.

- Le FSDM couvre les actions de la fédération nationale au profit du réseau autour :
 - Du soutien des fédérations fragilisées ou des fédérations s'occupant d'associations en zones blanches c'est-à-dire sans fédération sur leur département
 - De la structuration des fédérations ultra marines
 - Du fonds de dotation Rural Mouv
 - Du soutien à la mise en place de la réforme de l'adhésion
 - Du développement de la formation des bénévoles

Le montant qui abonde le FSDM est inclut dans l'appel à cotisation et ce montant est voté en Assemblée générale.

La ventilation du FSDM se fait au moment de l'affectation du résultat voté en Assemblée générale.

- La réserve Congrès/ Evènements nationaux

La fédération nationale organise des Congrès nationaux tous les 5 ans environ et d'autres manifestations nationales pour réunir son réseau. Cette réserve est abondée ou non chaque année au moment de l'affectation du résultat et permet de constituer un fonds. En 2024, il est proposé au vote de l'assemblée générale d'utiliser le fonds dans le cadre de la manifestation organisée pour les 80 ans du mouvement. Dans les prochaines années le fonds sera doté en prévision du financement du prochain Congrès.

2.10 Fonds dédiés et produits constatés d'avance

Les règles de comptabilisation des subventions et des contributions financières reçues pour la réalisation de projets spécifiques sont les suivantes :

Lorsqu'une subvention annuelle ou un don reçu pour la réalisation d'un projet annuel spécifique inscrit dans les produits de l'exercice n'a pu être utilisé en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par la fédération nationale Familles Rurales envers le financeur est inscrit en charges sous le compte 689 « Reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte 194 « Fonds dédiés Subventions » ou 195 « Fonds dédiés contributions financières », pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises au compte de résultat des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte 789 « Utilisations des fonds dédiés ». Cette reprise est effectuée pour un montant égal à celui enregistré dans les charges d'allocation au financement de projets.

Lorsqu'une subvention ou une contribution financière est relative à un projet pluriannuel, la quote-part de ressources liée aux engagements restant à réaliser au cours des années suivantes, est constatée dans le compte 487 « Produits constatés d'avance ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « produits constatés d'avance » sont reprises au compte de résultat des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit des comptes de produits associés.

Lorsque des subventions ou des contributions financières sont dédiées à un projet défini, mais que celles-ci ne sont pas complètement utilisées, il est possible, en accord avec le financeur, de transférer la partie non réalisée sur un autre projet.

2.11 Emprunts

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont comptabilisés au passif du bilan lors de leur contraction. Chaque année, selon l'échéancier de remboursement des emprunts, le montant de l'emprunt est diminué de la valeur du capital remboursé. Les intérêts inhérents à cet emprunt sont comptabilisés en charges financières.

2.12 Allocation de départ en retraite

La provision pour départ à la retraite est calculée conformément à la convention collective qui prévoit en son article 14 qu'une indemnité pour départ à la retraite est allouée à chaque salarié à l'issue de sa période de travail lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite. Cette indemnité est équivalente à 1/10^{ième} de mois de salaire par année de service.

Elle tient compte de la réforme des retraites ou Loi Fillon (loi n°2003-775 du 21/08/2003) actualisée des derniers textes (loi n°2010-1330 du 09/11/2010).

L'âge de départ à la retraite est supposé être de 65 ans. L'indemnité est soumise à différentes probabilités, soit :

- Revalorisation du salaire à l'âge de la retraite
- Probabilité de vie lors du départ à la retraite
- Probabilité de présence dans l'association lors du départ en retraite

L'indemnité ainsi obtenue est ensuite valorisée à un taux annuel d'actualisation lissé sur 36 mois à fin octobre de l'année N soit 3.24% pour l'année 2024.

3. NOTES SUR LE BILAN

DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF

3.1 Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé

Elle se retrace comme suit :

Immobilisations	Valeur brute des immobilisations à fin 2023	Acquisitions de l'exercice	Cessions ou mises au rebut ou virement de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à fin 2024
<u>I- Immobilisations incorporelles</u>				
Cessions brevets, licences	660 305	51 750	44 686	667 369
Autres immobilisations incorporelles	36 600			36 600
S/TOTAL	696 905	51 750	44 686	703 969
<u>II- Immobilisations corporelles</u>				
Terrain				
Construction	2 780 118			2 780 118
Agencements, installations	825 170			825 170
Matériel de transport				
Matériel et mobilier de bureau, informatique	218 175	13 229	9 067	222 337
Immobilisations en cours	22 440	18 000	22 440	18 000
S/TOTAL	3 845 903	31 229	31 507	3 845 625
<u>III- Immobilisations financières</u>				
Titres de participation	457			457
Dépôts				
Rentes				
Autres titres immobilisés	425 707	219 381	46 695	598 393
S/TOTAL	426 165	219 381	46 695	598 850

Les investissements incorporels et corporels s'élèvent à 82 979 euros et correspondent à l'acquisition de matériels informatiques et de développement du site internet.

Les immobilisations financières ont augmenté de 172 686 euros liés :

- Au fonds de Garantie SOGAMA, redoté de 100 000 euros en 2024 pour se substituer à une fédération souhaitant quitter le fonds, auquel ont été retirés les intérêts capitalisés jusqu'au 30 juin 2024
- Au contrat de prêt avec reprise octroyé à une fédération pour 100 000 euros.

3.2 Tableau de variation des amortissements

Amortissements	Amortissements à fin 2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements à fin 2024
Cessions, brevets, licences	648 196	15 181	44 686	618 691
Autres immo corporelles	16 267	12 200		28 467
Construction	1 687 788	30 714		1 718 502
Installations, agencement, aménagement divers	266 047	65 971		332 018
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	119 759	25 039	9 067	135 731
TOTAL	2 738 056	149 105	53 753	2 833 408

L'ensemble des dotations aux amortissements est calculé selon le mode linéaire.

3.3 Tableau des dépréciations

Dépréciations	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Construction				
Installations, agencement, aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Stocks				
Créances	83 912	184 105	22 411	245 605
Immobilisations financières				
Prêt GIC constructions	0			0
TOTAL	83 912	184 105	22 411	245 605

3.4 Usagers et comptes rattachés

Le total brut des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 361 507 euros, en augmentation de 13 K€ par rapport à 2023.

Le montant net des créances s'affiche à 115 901 euros ; chiffre nettement moins élevé que l'an dernier (264 135 euros) du fait d'une très forte augmentation de la provision pour dépréciation en 2024 expliquée plus loin.

Toute créance de plus d'un an donne lieu à des échanges avec la fédération concernée pour aboutir à des solutions :

- Un plan de redressement judiciaire est en cours jusqu'en 2026 concernant une fédération pour des créances de 2012 et antérieures.
- Un suivi des fédérations en difficulté financière et la mise en place de calendriers de remboursements compatibles avec la trésorerie.
- Des abandons de créances (principalement lorsque les entités n'existent plus).

Historiquement les fédérations ayant une situation financière jugée préoccupante donnent lieu à la constatation d'une provision au titre de la créance de l'exercice en cours. Sur l'année 2024, la dégradation financière de plusieurs fédérations a conduit à la décision de provisionner la créances 2024 de sept fédérations.

Compte tenu de ces accords de règlement, le classement par échéance s'établit comme suit :

LIBELLE	Brut	Provisions	Net
Usagers et comptes rattachés	361 507	245 606	115 901
TOTAL	361 507	245 606	115 901

On note une augmentation des créances entre 1 et 5 ans. Le classement par échéance s'établit comme suit :

LIBELLE	Brut	Moins d'1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans
Usagers et comptes rattachés clients	361 507	259 695	78 157	23 417
TOTAL	361 507	259 695	78 157	23 417

Les créances se répartissent entre :

- 38 fédérations / organisme national
- 8 associations
- 3 clients extérieur

Le nombre de créancier est supérieur à celui de l'an dernier (+10).

- Les créances de moins d'un an restant à recouvrer au 31 décembre correspondent essentiellement à la dernière tranche des cotisations de l'exercice, aux factures de prestation de facturation de formations et à une facturation de frais et de de mise à disposition pour Coop&Form.
- Le cumul sur chaque tranche est plus élevé que l'an dernier.

Tranche de créance en euros	Cumul des montants dus par les seules fédérations	Nb de fédérations concernées 2024
<1 000	6 313	21
entre 1 000 et 4 999	38 153	12
entre 5 000 et 9 999	42 547	7
entre 10 000 et 19 999	11 451	1
plus de 20 000	263 044	8
Total	361 507	49

La répartition ci-dessus révèle l'augmentation du nombre de fédérations ayant une créance supérieure à 20 000 euros et un montant de créance moyen qui augmente. Ces éléments expliquent la décision de provisionner la créances 2024.

3.5 Autres créances

Les autres créances se composent des subventions, des contributions financières à recevoir et d'autres créances.

LIBELLE	Brut	Provisions	Net
Subventions et contributions financières à recevoir	469 500		469 500
Autres créances	60 269		60 269
TOTAL	529 770	-	529 770

- Les subventions et contributions financières à recevoir se décomposent comme suit :

LIBELLE	Montant
UNAF	147 381
Fondation Bruneau	133 000
DGCS	75 000
Cnaf	38 475
Caisse des dépôts et consignations	18 000
DGOM	18 000
APRIFEL	17 500
UNIFORMATION	15 157
FONJEP	5 407
Agfpn	1 581
Fndva	
TOTAL	469 500

Les subventions et contributions financières à recevoir sont deux fois moins élevées que l'an dernier, du fait du versement du solde du FEADER pour le projet Port@ail. Plusieurs CPO se terminent sur 2024 (DJEPVA, FONJEP) et ne donnent plus lieu à des produits à recevoir sur 2024, d'autres se terminent en 2025, comme la DGCS, et comptabilisent uniquement une année de produits à recevoir. Le fonds spécial de L'UNAF a été connu très tardivement et n'a pas été versé comme les autres années sur l'année en cours.

La Fondation Bruneau a signé dès la fin 2024 le projet 2025.

- Autres créances

L'essentiel des autres créances est composé de produits d'exploitation 2024 et 2023 à recevoir (liés à la formation, au remboursement de l'emprunt effort construction, aux aides à l'apprentissage), et d'une indemnité en attente liée à une action en justice. L'échéance de ces autres créances est de moins d'un an.

LIBELLE	Montant
Produits à recevoir 2024	26 518
Produits à recevoir 2023	11 013
Débiteurs divers	20 000
Reversement Feader Tiers lieux	2 694
Association nationale	44
TOTAL	60 269

3.6 Disponibilités

Les disponibilités se ventilent comme suit au 31 décembre 2024 :

LIBELLES	Montant
Soldes bancaires	1 136 142
Valeurs mobilières de placement	400 000
Intérêts courus sur CM et VMP	25 896
Caisse	15
TOTAL	1 562 053

Sur la fin de l'année deux subventions ont été reçues après le 15 décembre, pour des projets qui seront réalisés en 2025.

Les soldes bancaires se répartissent comme suit :

LIBELLES	Montant
Crédit Mutuel Livret partenaire	917 577
Crédit Mutuel Livret bleu	78 031
Crédit Mutuel	62 681
Crédit Agricole	27 985
Somme des Crédit Mutuel Bafa	38 642
Crédit Mutuel Dons LDDS	6 626
Crédit Mutuel Dons Solidarité Mayotte	4 600
TOTAL	1 136 142

Le compte Dons Solidarité Mayotte a été ouvert fin 2024 suite au cyclone Chido.

Dans le cadre des dons de particuliers provenant de leurs Livrets de Développement Durable et Solidaire, un reçu fiscal est établi pour chaque donateur.

3.7 Charges constatées d'avance

LIELLES	Montant
Reversements ou prestations au titre de subventions	84 291
Documentation, honoraires, frais de fonctionnement de la fédération	59 548
TOTAL	143 839

Celles-ci s'élèvent à 145 839 et se répartissent pour 2024 en 2 catégories :

La partie reversement ou prestations au titre des subventions concerne essentiellement le projet « Colos apprenantes » de la DJEPVA.

Le dernier poste des charges constatées d'avance concerne des dépenses engagées dans le cadre de missions futures, d'abonnements et de frais généraux.

DETAIL DES COMPTES DU PASSIF

3.8 Fonds propres

Les fonds propres se répartissent comme ci-dessous :

LIBELLE	Montant
Autres Fonds propres statutaires sans droit de reprise	1 614 705
Réserves pour projet de l'entité	235 637
Gain l'exercice	142 027
TOTAL	1 992 369

Les fonds propres se composent principalement de fonds statutaires sans droit de reprise pour un montant de 1 614 705 euros.

Les réserves pour projet de l'entité se répartissent ainsi :

LIBELLE	Montant
Fonds réserve congrès/rassemblement	167 465
Fonds réserve FSDM	68 171
TOTAL	235 637

Les fonds propres augmentent par le bénéfice de l'exercice 2024.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2023	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 429 719	184 986			1 614 705
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	285 632	-49 995			235 637
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	134 991	-134 991	155 777		155 777
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 850 342	0	155 777	0	2 006 119

3.9 Fonds dédiés

Le solde au bilan de la rubrique fonds dédiés correspond, à la clôture de l'exercice, à la partie des ressources versées par les tiers financeurs et qui n'a pas encore été utilisée. La ventilation des fonds dédiés par nature de projet et d'antériorité est détaillée ci-après :

LIBELLE	A l'ouverture 2024	Reports	Utilisations	Transferts	dt sans mouvement supérieur à 2 ans	Nouveaux Fonds	A la clôture 2024
Fonds dédiés subventions							
Fonds dédiés 2020 Djepva « colos apprenantes »	85 791	85 791			85 791		85 791
Fonds dédiés 2023 DSCR sécurité routière	27 000		27 000				0
Fonds dédiées 2024 DGOM Outre mer						30 000	30 000
Fonds dédiés subventions en euros	112 791	85 791	27 000	0	85 791	30 000	115 791
Fonds dédiés contributions financières							
Fonds dédiés 2020 Google	170 000	170 000			170 000		170 000
Fonds dédiés 2024 dons Solidarité Mayotte						4 600	4 600
Fonds dédiés contributions financières en euros	170 000	170 000	0	0	170 000	4 600	174 600

Etat des provisions

Provisions	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Total Provisions réglementées	0	0		0
Pour pensions et obligations	114 932	882	0	115 814
Pour départ de personnel	0		0	0
Pour charges exceptionnelles	0			0
Total Provisions	114 932	882		115 814
Sur comptes clients	83 912	184 105	22 411	245 605
Total Dépréciations	83 912	184 105	22 411	245 605
TOTAL GENERAL	198 844	184 105	22 411	362 979
dont dotations et reprises				
- d'exploitation	198 844	184 105	22 411	362 979
- financières				
- exceptionnelles				

La provision pour départ à la retraite s'élève à 115 814 € à fin décembre 2024.

3.10 Emprunts

	Montant à l'ouverture	Remboursement 2024	Montant à la clôture
Emprunt 1	693 548	67 038	626 510
Emprunt 2	334 044	42 780	291 264

LIBELLE	Montant brut	Durée	Terme	Échéance moins d'1 an	Échéance plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunt 1	1 000 000	15 ans	sept. 2033	67 942	281 052	277 517
Emprunt 2	500 000	12 ans	juin 2031	43 309	178 660	69 295

3.11 Dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales et charges à payer

La synthèse des dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales ainsi que les autres dettes en fin d'exercice, se présente comme suit :

LIBELLE	Montant
Personnel	285 870
Autres créditeurs	189 361
Organismes sociaux	159 569
Fournisseurs	123 327
TVA / Charges fiscales	49 929
Clients créditeurs	0
Fournisseurs d'immobilisation	0
TOTAL	808 056

Toutes les dettes sont à moins d'un an. Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi.

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes sociales organismes	159 569
Dettes sociales salariés	285 870
Dettes fiscales	49 929
TOTAL	495 369

Les dettes vis-à-vis du Personnel se répartissent comme ci-dessous :

LIBELLE	Montant
Provision Congés payés	196 815
Provision Epargne temps	80 989
Provision prime précarité	3 317
Personnel Charges à payer	4 750
TOTAL	285 870

Les dettes aux organismes sociaux se répartissent comme suit :

LIBELLE	Montant
Urssaf	91 658
Retraite Mederic	31 965
Prévoyance Chorum	13 617
Opca formation professionnelle	11 235
Agefiph cotisation handicapé	4 001
Prévoyance Mederic	3 664
Mutuelle	2 960
Prévoyance Groupama	470
TOTAL	159 569

Détail des comptes fournisseurs

LIBELLE	Montant
Fournisseurs Collectif	88 392
Fournisseurs factures non parvenues	34 935
TOTAL	123 327

Les dettes fournisseurs correspondent aux remboursements à effectuer en faveur des fédérations, des remboursements à des salariés et le décalage d'exercice pour le paiement de factures.

Les factures non parvenues concernent des factures du mois de décembre non encore reçues dont les honoraires du commissaire aux comptes.

Les dettes vis-à-vis de l'Etat sont détaillées ci-après :

LIBELLE	Montant
Taxe sur salaires	26 738
Prélèvements à la source (IR)	11 326
Impôt sur les sociétés	6 111
IS Epargne long terme	5 754
TOTAL	49 929

Les dettes vis-à-vis des autres créiteurs se ventilent comme suit :

LIBELLE	Montant
Reversement	147 219
Créditeurs Bafa	38 642
FNDVA remboursement sub	3 500
TOTAL	189 361

Les reversements restant à réaliser se répartissent comme suit :

LIBELLE	Montant
<i>Reversements liés à des subventions et contributions financières</i>	
Reversement Djepva colo apprenante	84 291
Aides conso dotation réseau	48 578
Reversement APRIFEL	6 250
Reversements zones blanches	6 000
Reversement sécurité routière	2 000
Reversement Observatoire conso	100
TOTAL	147 219

3.12 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance, comptabilisés en fin d'exercice, s'élèvent à 531 872 contre 829 345 euros et correspondent principalement à des subventions et contributions financières de 2025 constatées d'avance en 2024 et dans une moindre mesure à des produits constatés d'avance relevant de l'exploitation de l'association.

La baisse par rapport à 2023 s'explique par des fins de conventions pluri annuelles d'objectifs fin 2024 (DJEPVA, FONJEP, FNDVA) et par un nombre moins important de subventions liées à des appels à projets

Subventions constatées d'avance	Montant
PCA 2024 DJEPVA 2025 SOLIDARITE MAYOTTE	200 000
PCA 2024 DGCS PART 2025	75 000
PCA 2024 DGCL MOBILITES PART 2025	50 000
PCA 2024 ANCT DGCL NUMERIQUE 2024_2025	40 500
PCA 2024 DCSTEP 2024-2025 PART 2025	7 200
sous total	372 700
Produits constatés d'avance	
PCA 2024 FONDATION BRUNEAU CONV 2025	133 000
PCA 2024 ALMERIA COMPTA 01 A 05/2025	11 970
PCA 2024 APRIFEL CONV 2023/2025	10 000
PCA 2024 ALMERIA SAGE ACS 01 A MI 03/2025	3 202
PCA 2024 APRIFEL 2024_2025 PART 2025	1 000
sous total	159 172
TOTAL	531 872

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ressources et résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation enregistrent un repli de 8% entre 2023 et 2024 et s'affichent à 4,3 millions d'euros. Les produits se répartissent principalement entre les cotisations, les subventions/contributions financières et les autres produits. Les deux derniers postes diminuent en 2024, à l'opposé les cotisations ont augmenté.

LIBELLE	2024	2023
Cotisations	1 285 403	1 192 991
Subventions /contributions financières, fonds dédiés	2 317 287	2 595 768
Autres	687 774	866 742
Total produits d'exploitation	4 290 465	4 655 501

L'augmentation de la cotisation 2024 s'explique avec la remontée du nombre de familles adhérentes en passant de moins de 120 000 en 2023 à près de 127 000 en 2024.

Les contributions financières avaient fortement augmenté en 2023 en raison des levées de fonds auprès des partenaires pour financer le Congrès. L'année 2024 retrouve un volume d'activité plus classique.

Les autres produits comprennent des ventes de documentation, des ventes de prestations, de formation ou Système d'Information.

En 2023, deux reprises de provisions ponctuelles avaient gonflé les « Autres Produits » de l'exercice. Aucun changement de cet ordre ne vient augmenter les produits 2024.

Par ailleurs en 2024, du fait de l'application de la réforme comptable, les produits qui apparaissaient en transferts de charge en 2023 viennent en diminution du compte charges de personnel en 2024.

4.2 Charges et résultat d'exploitation

Les différents postes de charges ont évolué comme suit :

LIBELLE	2024	2023
Achats et charges externes	1 105 719	1 493 165
Charges de personnel	1 972 470	2 127 526
Reversements	520 122	501 408
Autres (dt impôts et taxe)	554 286	405 850
Total charges d'exploitation	4 152 597	4 527 948

Une grande partie de la baisse des Achats et charges externes s'explique par les charges liées au congrès en 2023.

La baisse de la masse salaire s'explique par :

- Des reports d'embauche et des difficultés à pourvoir certains postes
- Un délai de vacance de poste entre départ et recrutement de salariés
- Des arrêts maladies non remplacés

Avec la réforme comptable appliquée dès 2024 sur la suppression des transferts de charges, la baisse des charges de personnel est minorée. En effet les transferts qui apparaissaient en produits viennent en diminution des comptes de charges de personnel. Cela concerne les produits reçus de la CPAM, de la prévoyance de l'OPCO et de l'ASP.

Les reversements ont légèrement augmenté avec la hausse de l'enveloppe de la Fondation Bruneau +20K€, l'expérimentation PACMAN sur l'alimentation dans les ACM financé par APRIFEL / DGCCRF, avec des reversements sur 3 fédérations, le financement du projet Jeux Olympiques/ Paralympiques avec des reversements sur 4 territoires, et des reversements dans le cadre du projet mobilité solidaire.

Ces différents éléments permettent d'afficher un résultat d'exploitation bénéficiaire.

Le résultat financier est excédentaire du fait de produits financiers rémunérateurs sur les 2 comptes à terme ainsi que sur le fonds de garantie SOGAMA.

Suite à l'application de la réforme comptable appliquée dès 2024, les comptes ne font plus apparaître de résultat exceptionnel. Les écritures sont dans le résultat d'exploitation

S'il avait été maintenu il aurait fait apparaître un résultat excédentaire essentiellement du fait d'écritures de régularisation comptable liées aux exercices antérieurs sur les subventions DGCCRF et FONJEP.

4.3 Ressources dédiées à un projet défini, non totalement utilisées et transférées à un autre projet

Sur 2024, la subvention de la Direction Générale des Outre-Mer n'a pu être réalisée en totalité et se trouve reportée sur 2025 à hauteur de 30 000.

Les dons des associations/fédérations reçus en fin toute d'année après le lancement de la mobilisation Solidarité Mayotte suite au passage du cyclone CHIDO, n'ont pu être reversés en 2024. La totalité de ces dons fin 2024 s'élève à 4 600 euros et est reportée sur 2025.

Aucune ressource dédiée à un projet et non utilisée n'a été transférée sur un autre projet.

4.4 Impôt sur les sociétés

L'impôt augmente en corrélation avec l'augmentation des produits financiers

4.5 Informations relatives aux contributions volontaires en nature

- Bénévolat

3 niveaux de bénévolat sont retenus.

- Les « *Experts* » sont constitués des membres du Bureau national et des 3 administrateurs impliqués dans le travail quotidien d'accompagnement du réseau et lors de l'AG.
- Les « *Qualifiés* » correspondent aux administrateurs nationaux, hors membres du bureau, lors de leur participation aux Conseils d'administration et Assemblées générales.
- Les « *Autres bénévoles* » sont constitués des bénévoles qui assistent aux réunions autres que les réunions institutionnelles.

La comptabilisation du bénévolat s'appuie sur plusieurs sources :

- D'une part sur les données collectées dans l'application gérant les inscriptions aux réunions, développée en interne, identifiant le statut des personnes lorsqu'elles s'inscrivent. Le menu déroulant propose de sélectionner : bénévole, administrateurs nationaux, salariés. Les deux premières catégories ont été retenues. Cette même application donne pour chaque réunion les heures de début et de fin de réunion.
- D'autre part, sur l'estimation du temps consacré par le Bureau à la préparation des réunions institutionnelles (CA et bureaux) et le temps passé par quelques administrateurs plus impliqués dans le suivi de dossiers de fond.
- Des informations complémentaires non saisies dans l'application mais suivies dans des fichiers excel sur : les participations des outre-mer, la mobilisation autour de la réforme des statuts et la participation des administrateurs à des Assemblées générales fédérales

La quantification du bénévolat

- Sur la base de l'application gérant les inscriptions, une sélection des personnes inscrites avec le statut bénévole et/ou administrateur national a été réalisée. Chaque personne s'est vue dotée d'une durée de bénévolat égale à la durée de la réunion minorée d'une heure pour le déjeuner pour les réunions à la journée.

- Le temps de préparation aux bureaux et conseil d'administration a été estimé par le bureau. Ce temps intègre tant la lecture et l'analyse des documents préparatoires adressés en amont de la réunion que la préparation à l'animation de ces réunions.
- On note que la quantité d'heures de bénévolat de la Présidente est comprise dans le décompte mais dans la valorisation de ce temps déduction a été faite de l'indemnisation reçue.
- Une étude reste à engager pour approfondir la question de la compatibilité de l'indemnisation reçue et du comptage du bénévolat de la Présidente.

Les taux retenus sont les suivants :

La référence de base pour la valorisation du temps passé est le SMIC horaire chargé arrondi fin 2024 à 17,82 euros de l'heure

Experts	4,0 fois le SMIC	71,3 euros
Qualifiés	2,5 fois le SMIC	44,6 euros
Autres bénévoles	1,5 fois le SMIC	26,7 euros

La valorisation du bénévolat donne par catégorie le résultat suivant :

LIBELLE	Heures de bénévolat	Montant
Expert *	2 169	142 633
Qualifié	1 497	66 968
Non qualifié	1 847	49 302
TOTAL	5 513	258 903

*Les heures de la Présidente sont intégrées mais la valorisation est minorée de l'indemnité

- Les dons en nature

Sur l'exercice 2024, aucun don en nature n'est à valoriser

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Effectif au 31 décembre 2024

A fin décembre 2024, le personnel salarié de la fédération nationale Familles Rurales compte 24 personnes ETP, réparties ainsi :

- 20 ETP cadres
- 4 ETP employés

5.2 Engagements hors bilan donnés

Depuis 2009, la fédération nationale participe à hauteur de 319 950 € à la constitution d'un fonds national de garantie de 500 000 €, permettant le cautionnement des prêts sollicités par les fédérations et associations du réseau. La part de la fédération nationale a été redotée de 100 000 € pour se substituer à une fédération souhaitant quitter le fonds et portant ainsi la part de la fédération nationale à 419 950 €. La gestion de ce fonds national de garantie Familles Rurales est assurée par SOGAMA-Crédit Associatif.

L'encours total de garantie accordé par SCA s'élève à 375 376,99 € (pour un total de 7 dossiers).

Conformément à la délibération de l'Assemblée générale du 18 novembre 2017, les travaux de mise aux normes et de rénovation du 7, Cité d'Antin à Paris ont été engagés en 2018 et finalisés début 2020. Deux emprunts ont été contractés auprès de l'établissement bancaire du Crédit Agricole et sont garantis par l'inscription d'hypothèques conventionnelles de rang 1 pour un montant total de 1 500 000 euros. L'emprunt n°1 de 1 000 000 euros a été contracté sur 15 ans et se terminera en septembre 2033. Le second emprunt de 500 000 euros est sur 12 ans et arrivera à échéance en juin 2031.

Le Conseil d'administration du 09 mars 2022 a décidé de prolonger la décision d'une dotation au fonds de dotation RURALMOUV de 100 000 euros par an dans le cadre du FSDM au titre de la période 2022-2025.

5.3 Engagements hors bilan reçus

L'exercice 2023 ne constate aucun engagement hors bilan reçu.

La convention avec la CCMSA est pluriannuelle sur les années 2021-2025 mais la rédaction de la convention ne permet pas de passer des PCA. Un avenant annuel indique le montant de la subvention à enregistrer.

5.4 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature

Il est précisé que les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés par l'association. Seule la Présidente bénéficie d'une indemnisation qui fait l'objet d'une convention réglementée.

5.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, il est précisé que le montant des honoraires du commissaire aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes de l'exercice 2024 ressort à 18 024 € TTC.

FAMILLES RURALES

AGIR ENSEMBLE A CHAQUE ETAPE DE LA VIE



Notre association est membre du Mouvement Familles Rurales. Elle est agréée et habilitée pour son action dans de nombreux domaines : famille, consommation, éducation et jeunesse, loisirs, tourisme, vie associative, santé, formation.

La fédération nationale Familles Rurales est une association reconnue d'utilité publique qui agit en faveur des familles sur tout le territoire, en milieu rural et périurbain.

Avec 127 000 familles adhérentes, 1 700 associations locales, 75 fédérations départementales et régionales, 25 000 bénévoles et 13 000 salariés, c'est le premier Mouvement familial associatif de France, mais aussi un acteur incontournable de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire.

Pluraliste, indépendant et laïc, il porte un projet humaniste et social fondé sur la famille, les territoires et la vie associative.